

Un tribunal international dénonce les dommages causés par le blocus imposé à Cuba et sa portée extraterritoriale (+Photo)

Image not found or type unknown



La Havane, 16 novembre (RHC) Des organisations et des personnes de plusieurs pays ont présenté jeudi à Bruxelles, en qualité de témoins, des plaintes concernant les effets sur Cuba et les effets extraterritoriaux dans un tribunal international basé au Parlement Européen qui juge le blocus américain.

Au premier jour des sessions du tribunal convoqué par des organisations politiques, sociales et juridiques d'Europe et des États-Unis, certains témoignages ont ému la salle d'audience, comme celui de mères cubaines d'enfants souffrant de cancer.

Dans leurs déclarations, elles ont dénoncé les difficultés rencontrées par le gouvernement de la plus grande île antillaise pour se procurer des médicaments essentiels au traitement de leurs enfants.

Toujours depuis l'île, la scientifique Belinda Sanchez, l'une des créatrices des vaccins Covid-19, a souligné les obstacles que le siège économique, commercial et financier pose à l'accès aux réactifs et aux ressources pour la recherche et la production.

Venue des États-Unis, l'organisation "Bridges of Love" a fait part au tribunal international des difficultés qu'elle rencontre dans son travail humanitaire, souvent limité dans le domaine pédiatrique par les réglementations découlant du blocus, qui empêchent la vente de médicaments et de matériel médical destinés à Cuba.

"Je suis venue ici pour demander au gouvernement américain de lever le blocus et de retirer Cuba de sa liste de pays soutenant le terrorisme, car ce que j'ai vu là-bas est très différent de ce qu'on m'a dit quand j'étais enfant", a déclaré Brenda López, une jeune femme du mouvement de Los Angeles, Hands Off Cuba (Les mains hors de Cuba), lors de l'audience.

Image not found or type unknown

Pour sa part, le président de Cuba Coopération France, Víctor Fernández, a expliqué l'impact extraterritorial de la politique hostile de Washington sur la mise en œuvre de projets en France et en Espagne visant à soutenir le développement socio-économique de l'île.

Il a notamment évoqué le refus des banques d'effectuer des transferts vers le pays caribéen, même en cas d'aide humanitaire face aux ouragans, imposant des alternatives onéreuses.

Des hommes d'affaires comme Juan Francisco (Espagne) et Michele Curto (Italie) ont présenté des exemples concrets des dommages causés par le blocus à l'activité commerciale, qui affecte tous les maillons de la chaîne logistique.

Par le biais d'un message vidéo, l'ancien ministre des affaires étrangères du Danemark et président de l'Assemblée générale des Nations unies en 2015 et 2016, Mogens Lykketoft, a souligné l'extraterritorialité du siège en vigueur depuis plus de 60 ans et les conséquences de cette politique sur le développement socio-économique de Cuba.

D'autres témoins ont dénoncé devant le tribunal international, qui rendra son jugement demain, les obstacles imposés par le blocus à la coopération académique entre la Belgique et Cuba, ainsi qu'aux échanges culturels et parlementaires de l'île avec le monde (Source : Prensa Latina).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/339570-un-tribunal-international-denonce-les-dommages-causes-par-le-blocus-impose-a-cuba-et-sa-portee-extraterritoriale-photo>



Radio Habana Cuba